



Committee on International Justice and Peace

3211 FOURTH STREET NE • WASHINGTON DC 20017-1194 • 202-541-3160

WEBSITE: WWW.USCCB.ORG/JPHD • FAX 202-541-3339

Lundi, le 20 avril 2015

Monseigneur Gervais Banshimiyubusa
Président de la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi
B.P. 1390
Bujumbura, République du Burundi

Votre Excellence:

En tant que Président de la Commission pour la Justice et la Paix Internationale de la Conférence des Evêques Catholiques des États-Unis, je vous écris pour exprimer le soutien et la solidarité pour votre travail sans relâche pour préserver la paix et l'unité nationale face aux questions concernant l'interprétation de la constitution nationale. Le message de votre Conférence en Mars de cette année a exprimé une position courageuse et directe: «Le président élu par le peuple du Burundi ne doit pas dépasser les deux mandats de cinq ans conformément à la Constitution.»

Comme vous le savez, le peuple du Burundi ne sont pas les seuls à affronter le problème de la préservation et la protection des principes démocratiques consacrés dans les constitutions nationales. L'Afrique a vu trop d'exemples de dirigeants politiques qui lancent les révisions de la Constitution afin de rester au pouvoir pour des périodes indéterminées. Dans de nombreux cas, les dirigeants politiques sont en mesure de rester au pouvoir pendant des décennies, ce qui réduit la qualité du débat sain et la compétition politique des idées et des politiques, et de réprimer les médias privés et la société civile. Afrique a également vu l'Eglise Catholique intervenir pour inciter les dirigeants à renoncer à des changements constitutionnels afin de rester au pouvoir dans les pays tels que le Nigeria et la République Démocratique du Congo. Il est notre espoir que votre action courageuse soit également porteuse des fruits positifs pour la promotion de la démocratie, la paix et la cohésion sociale au Burundi.

Nous avons profité de l'occasion pour envoyer la déclaration de votre Conférence au Conseil de Sécurité Nationale, Département d'Etat et la Mission des Etats Unis auprès des Nations Unies. Nous avons demandé à nos fonctionnaires du gouvernement de prendre vos positions et pensées en considération au moment de formuler la politique des États-Unis au Burundi et à chercher des occasions de consulter ou de travailler avec vous, quand ceci avance votre mission de promouvoir une démocratie ouverte, inclusive et productive au Burundi.

Permettez-moi de conclure en réitérant notre soutien pour et solidarité avec l'Eglise et le peuple du Burundi. Je me réjouis de vos réflexions sur la façon dont nous pouvons travailler ensemble pour promouvoir la paix durable et la prospérité au Burundi.

Fraternellement dans le Christ,

Mgr Oscar Cantú
Évêque de Las Cruces
Président, Comité pour la Justice et la Paix Internationale